

# COMMUNIQUE DE PRESSE

Interventions et suites aux incidents à l'UNISEC

*Luxembourg, le 25 mai 2022 - Dans le cadre de leurs analyses de la situation prépondérante au sein de l'UNISEC au CSEE à Dreiborn, le Contrôle externe des lieux privés de liberté (CELPL) et l'Ombudsman fir Kanner an Jugendlecher (OKAJU) tiennent à informer le public et les médias sur l'octroi d'une période de réflexion supplémentaire en faveur des autorités responsables afin de mettre en place un plan d'action adressant les principaux défis de la prise en charge adéquate des jeunes en situation de détresse psycho-sociale et/ou en conflit avec la loi.*

Dernièrement, la délinquance juvénile et plus précisément l'UNISEC étaient au centre de l'attention : manque de capacités d'accueil, concept de prise en charge flou et placements non justifiés n'étaient que quelques-unes des allégations véhiculées. Pour y donner suite, le CELPL et l'OKAJU avaient conjointement décidé d'effectuer une mission commune à l'UNISEC qui s'est déroulée en août 2021. Cette mission aboutissait en la rédaction d'un rapport qui portait une attention particulière mais générale sur le fonctionnement actuel de l'UNISEC.

A la suite des incidents qui se sont déroulés au sein de l'Unité de sécurité du Centre socio-éducatif de l'État à Dreiborn en date des 8 et 28 janvier 2022, l'OKAJU et le CELPL s'étaient autosaisis afin de dresser un état des lieux plus spécifique à ces incidents sous forme de note.

Ledit rapport et ladite note ont mis en exergue de nombreux axes d'améliorations dont les ministres compétents ont été informés au courant du mois de mars. Aujourd'hui, mercredi 25 mai, suite à leur intervention, l'OKAJU et le CELPL se sont également réunis une première fois avec les représentants de la « Commission de surveillance et de coordination » du CSEE (instituée par l'article 5 de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat) afin de discuter d'un plan d'action visant à résoudre les problèmes existants.

Le CELPL et l'OKAJU souhaitent informer les représentants des médias et le public qu'ils ont, à la demande des autorités concernées, exceptionnellement accepté de reporter la publication desdits documents afin de permettre aux autorités, donc notamment au Ministère de l'Education nationale et au Ministère de la Justice, une analyse plus rigoureuse de la situation prépondérante ainsi que l'élaboration d'un plan d'action tenant compte des recommandations. S'il importe au CELPL et à l'OKAJU de ne pas influencer la période de réflexion des autorités dans leur quête de contremesures aux problèmes et défis identifiés, il n'en est pas moins qu'il a été convenu que la publication desdits documents aura lieu début juillet au plus tard.

*Claudia Monti*

Ombudsman du Grand-Duché de Luxembourg  
Chargée du Contrôle externe des lieux privés de liberté

*Charel Schmit*

Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher